

## Sorbonne C1 Sujet No 8

### **Audrey Azoulay, réélue à la tête de l'Unesco, appelle à négocier un « nouveau contrat pour l'éducation »**

Ce vote « vient récompenser les quatre années passées », s'est félicitée l'ancienne ministre de François Hollande, donnée favorite et soutenue par Emmanuel Macron.

Par [Philippe Ricard](#)

Le Monde, 12 novembre 2021

Audrey Azoulay peut savourer une victoire aux allures de revanche. L'ancienne ministre de la culture de François Hollande a été élue, mardi 9 novembre, à Paris, pour un second mandat de quatre ans à la tête de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Unesco. Avec 155 voix en sa faveur, neuf contre et une abstention, le score est sans appel, et tranche avec son succès étriqué de 2017. A l'époque, M<sup>me</sup> Azoulay avait bénéficié des divisions entre les pays arabes pour s'imposer sur le fil, à la surprise générale, contre les candidats qatari et égyptien. Sa prise de fonctions au siège parisien de l'Unesco avait, de surcroît, coïncidé avec le retrait retentissant des Etats-Unis et d'Israël de l'organisation, accusée de parti pris propalestinien.

Cette fois, le suspense était des plus limités, même si le vote s'est tenu, comme le veut l'usage, à bulletins secrets. Aucun concurrent n'avait osé se lancer dans la course face à une directrice générale sortante donnée favorite et soutenue par Emmanuel Macron. L'inconnue résidait plutôt dans l'ampleur du résultat. Les Etats africains, puis les pays arabes, les Etats asiatiques, y compris la Chine, se sont prononcés au fil des semaines en faveur de sa reconduction. Même le Qatar et l'Egypte ont soutenu son second mandat.

Ce vote « *vient récompenser les quatre années passées* », s'est félicité M<sup>me</sup> Azoulay, après sa reconduction, disant « [sa] *fierté et [son] bonheur d'avoir été réélue de façon claire et massive* ». De fait, le climat semble s'être apaisé au sein de l'Unesco, en dépit des fractures que la pandémie de Covid-19 n'a fait qu'aggraver par ailleurs dans les institutions multilatérales, que ce soit au sein de l'Organisation des Nations unies ou de l'Organisation mondiale de la santé.

### **Relance de grandes opérations**

Pour pacifier les débats, M<sup>me</sup> Azoulay a d'abord cherché à « *dépolitiser* » l'organisation, en particulier sur la question israélo-palestinienne, en offrant sa médiation dès qu'un texte sensible figure à l'ordre du jour, afin qu'il soit adopté

par consensus. « Il fallait diminuer les tensions politiques qui, trop longtemps, ont entravé l'action de l'Unesco lorsqu'elles tendaient à l'instrumentalisation », pour permettre à l'Unesco de se concentrer « sur son mandat et [de] ne pas se perdre dans une discussion à laquelle elle n'apportait que peu », a expliqué M<sup>me</sup> Azoulay à quelques journalistes.

Loin des joutes diplomatiques, la directrice générale s'est aussi évertuée à relancer de grandes opérations, afin de redonner de la visibilité à l'organisation sur le terrain. Le projet phare du moment concerne la vieille ville de Mossoul, l'ancienne « capitale » de l'organisation Etat islamique (EI) en Irak : il s'agit de reconstruire la mosquée Al-Nouri, détruite par l'EI au moment de sa défaite, et deux églises chrétiennes voisines. Une autre initiative, de moindre ampleur, a été mise sur pied à Beyrouth, afin de soutenir la reconstruction d'écoles endommagées par l'explosion survenue sur le port de la capitale libanaise, en août 2020.

Enfin, M<sup>me</sup> Azoulay se targue d'avoir stabilisé le budget de son institution, en dépit du retrait des Etats-Unis acté par l'ex-président Trump – la Chine est d'ailleurs devenue, depuis, le principal bailleur de fonds de l'Unesco.

## Sorbonne C1 Sujet No 9

### En Asie centrale, Facebook et YouTube s'ajustent à la censure politique

Sous la menace de blocage et de la perte de dizaines de millions d'utilisateurs, les réseaux sociaux américains tentent une voie médiane qui sied pour l'instant aux régimes autoritaires postsoviétiques.

Par [Emmanuel Grynszpan](#)

Le Monde, 12 novembre 2021

Facebook se serait bien passé de la publicité faite par le gouvernement kazakh. Le 1<sup>er</sup> novembre, le ministère de l'information du Kazakhstan, Etat dont l'Internet est classé non libre par l'ONG américaine Freedom House, a annoncé avoir signé une « *déclaration conjointe* » avec le réseau social californien « *pour coopérer étroitement sur les contenus préjudiciables* ». Le communiqué précise que Facebook a accordé aux autorités « *un accès direct et exclusif au Content Reporting System* ["système de signalement de contenu"], *ce qui peut aider le gouvernement à signaler les contenus susceptibles de violer la politique globale de Facebook en matière de contenu, et les lois locales du Kazakhstan* ».

Le ministère de l'information souligne avec fierté que le pays est « *le premier (...) d'Asie centrale à bénéficier de tels privilèges exclusifs* ». Déjà au centre d'un scandale aux Etats-Unis et en Europe, Meta (l'entreprise possédant Facebook, Instagram et WhatsApp), étant notamment accusé de « *faire passer les profits avant la sécurité* » de ses utilisateurs, a aussitôt nié tout arrangement particulier avec le régime, qui n'a pas connu d'alternance démocratique depuis son indépendance, en 1991.

*« Nous suivons une procédure cohérente partout dans le monde pour évaluer les demandes individuelles, indépendamment de tout gouvernement, et conformément à la politique de Facebook, aux lois locales et aux normes internationales des droits de l'homme. Ce processus est le même au Kazakhstan que dans d'autres pays du monde »*, a indiqué Ben McConaghy, porte-parole de Meta, dans un courriel envoyé à l'agence Reuters.

### Paquet de lois

Selon le site spécialisé Statcounter.com, Meta possède 23 % de part de marché (en additionnant Facebook et Instagram) dans ce pays de 19 millions d'habitants, à égalité avec le site de partage d'images californien Pinterest. Facebook a pour concurrent direct le réseau social russe VKontakte (les deux possèdent 15 % de part de marché), qui, depuis 2014, est intégralement

accessible aux services de sécurité russes. Largement inspiré par la législation russe, le pouvoir kazakh pousse depuis cet automne, devant un Parlement docile, un paquet de lois destiné à renforcer le contrôle sur les réseaux sociaux étrangers.

Ces derniers devront désigner des employés au Kazakhstan, qui seront tenus personnellement responsables des plaintes déposées par les autorités. Le gouvernement de Noursoultan (la capitale kazakhe) justifie la nouvelle réglementation par le besoin de protéger les mineurs. Exigeant l'abandon de ces lois, une pétition lancée le 29 septembre et signée par plus de 10 000 citoyens kazakhs qualifie de « *manipulation* » la « *tactique consistant à introduire des lois sous prétexte de protéger les droits de l'enfant* ».

Le Kazakhstan s'inscrit dans la tendance régionale visant à réduire le risque de contestation organisée ou amplifiée depuis des réseaux sociaux, comme celles qui ont récemment secoué la Biélorussie et la Russie. Le Kremlin, toujours influent dans la région, accuse régulièrement les plates-formes américaines d'être des instruments d'intérêts fomentant des changements de régime. Brandissant ponctuellement la menace de blocage, Moscou procède en réalité par petites touches, tantôt en infligeant des amendes aux géants américains, tantôt en ralentissant la bande passante des vidéos (sur YouTube et Twitter).

## Sorbonne C1 Sujet No 10

### Les élèves français savent-ils (vraiment) de moins en moins bien lire ?

Par [Marie-Liévine Michalik](#)

Le Figaro, 22 novembre 2022

50% des élèves de sixième rencontrent des difficultés en lecture en 2021, selon les premiers résultats des évaluations nationales.

« C'est l'heure du quart-d'heure lecture ! » Le silence s'installe dans la classe. D'un même geste, les élèves de CM2 B tirent un livre de leur cartable et se plongent dans leur roman ou BD, aux histoires rocambolesques. « Par la lecture, ils voyagent, note Albane, leur institutrice. Ils apprennent aussi de nouveaux mots, les règles d'orthographe et de conjugaison. » Enseignante depuis quatre ans dans la banlieue lilloise, la trentenaire veut faire du livre un outil de poche pour ses élèves. Elle en est convaincue, la lecture est une compétence qui leur servira toute leur vie. Une certitude qu'elle partage avec Emmanuel Macron, qui a fait de 2022 l'année nationale de la lecture.

Pour les héritiers de Molière, la tâche est rude. Selon les résultats des évaluations nationales réalisées chaque année, en 2020, 47% des élèves de sixième peinent à lire aisément à haute voix. Des lacunes qui se reflètent aussi chez leurs aînés. Lors de la Journée Défense et citoyenneté (JDC) : 21% des jeunes de 18 ans ne savent pas lire correctement. Si en 1996, le ministère de l'Éducation nationale, notait une « reconnaissance de mots connus ou le déchiffrement très bien réussi », les élèves savent-ils vraiment moins bien lire qu'avant ?

### Évolution en 20 ans

Avant tout, évaluer le niveau de lecture des élèves n'est une mission aisée. Sur quoi faut-il s'appuyer ? La fluidité de lecture ? La connaissance de mots de vocabulaire ? La compréhension d'un texte ? La capacité à raconter l'histoire ? « Lire, ce n'est pas juste une succession de phonèmes, ajoute Albane, c'est aussi comprendre le sens des mots et l'histoire qu'ils forment ensemble ». Comment évaluer alors le niveau des Français ?

« Par la lecture, ils voyagent, note Albane, leur institutrice. Ils apprennent aussi de nouveaux mots, les règles d'orthographe et de conjugaison. »

*Albane, enseignante en CM2 à Lille*

Une fois âgés de 18 ans, au cours de la journée Défense et citoyenneté, les jeunes sont évalués sur « l'automatisme de la lecture et les connaissances

*lexicales* ». En 2020, 77% d'entre eux sont des « *lecteurs efficaces* » contre 80% en 2010. Le nombre d'adolescents en grande difficulté ou illettrés est de 21% en 2020, 16% en 2010. Ainsi on observe bien une baisse générale du niveau.

Qu'en est-il des plus jeunes ? Remontons les années. Chaque année, en CP, CE1 et 6e, l'Éducation nationale établit une cartographie du niveau en lecture, premièrement en évaluant la fluence à l'oral. Le nombre de mots prononcés par l'élève en une minute est calculé par l'instituteur. « *La fluence détermine l'aisance globale de lecture mais aussi l'aisance à l'oral* », analyse Édouard Geffrau, directeur général de l'enseignement scolaire pour le ministère de l'Éducation nationale. Ce qui peut troubler quelque peu les résultats, comme le note Albane. « *Certains vont paniquer en lisant à l'oral et perdre leurs moyens.* » En 2020, 53% des élèves de sixième atteignent le niveau requis avec plus de 120 mots en une minute. 15% rencontrent d'importantes difficultés avec 90 mots/minutes, soit un niveau de CE2.

## Sorbonne C1 Sujet No 11

### Les secrets de la réussite de «Ginette», la prépa jésuite qui forme l'élite de la France

Par [Claire Conruyt](#) , Le Figaro, 23 novembre 2021

Le lycée privé Sainte-Geneviève, à Versailles, reçoit 9500 candidatures chaque année. Objectif: intégrer les grandes écoles d'ingénieurs, de commerce et d'agronomie.

À Versailles, le lycée privé Sainte-Geneviève, surnommé «Ginette», paraît coupé du monde. La chapelle, les 7 hectares du parc et les bâtiments forment un havre de paix que seules les voix des élèves viennent perturber. Cet établissement fondé par les Jésuites à Paris en 1854 prépare aux concours des grandes écoles d'ingénieurs, de commerce et d'agronomie. Le taux d'intégration dans le top 5 des écoles de commerce (HEC, Essec, ESCP, EM Lyon, Edhec) y est exceptionnel: 92 % en 2021, et 91 % en 2020.

Chaque année, «Ginette» reçoit 9500 candidatures, dont un millier pour la filière ECG<sup>3</sup>. Un millier... pour 80 places. Les bacheliers admis sont sélectionnés sur dossier scolaire via Parcoursup et viennent de 250 lycées en France et à l'étranger.

Certes, il faut un excellent niveau scolaire pour intégrer «Ginette», mais aussi savoir s'adapter à ses règles de vie. Les 870 étudiants sont tous internes dans cette école où il est possible de loger le week-end.

#### L'internat, «un gage d'efficacité et de solidarité»

La spiritualité ignacienne infuse la pédagogie: un mélange de discipline, de travail et de convivialité. L'emploi du temps est régulier: tout le monde est en classe à 8h15 jusqu'à la pause deux heures plus tard. Les élèves retournent en cours avant d'aller déjeuner, à 12h30. De 14 à 16 heures, le travail reprend. Les étudiants enchaînent avec un premier temps d'étude avant le dîner à 20 heures. À 23 heures, extinction des feux obligatoire. «*Notre temps est optimisé pour qu'on puisse travailler*», résume Capucine, élève en deuxième année.

Comme dans un collège anglais, le sport tient une grande place. Le jeudi après-midi, ils n'ont pas cours et peuvent ainsi jouer au rugby, mais aussi au tennis ou encore au hand. Une «maison», une «famille», des «amis pour la vie»: les jeunes de Sainte-Geneviève semblent avoir noué un lien intime. «*Les amitiés*

---

<sup>3</sup> Économique et Commerciale Générale

*créées ici sont indéfectibles, tant l'intensité de ce qu'ils vivent est stimulante»,* explique Isabelle Malbet, directrice de l'établissement.

C'est dans cet esprit d'équipe que les filles, admises depuis 1969, viennent travailler dans les chambres des garçons chaque jour, où un bureau leur est réservé. Avant de retrouver leur chambre «de nuit», où les garçons ne sont pas autorisés. *«L'internat est un gage d'efficacité et de solidarité»,* avance Anne-Quitterie, en deuxième année de prépa ECG.

### **Entre 5000 et 18.000 euros pour deux ans**

Les élèves se réunissent aussi en trinôme pour réviser les maths au moins une fois par semaine pendant deux heures. Emmanuel a préparé un exercice pour ses camarades. Au programme: le théorème fondamental de l'analyse. *«J'adore expliquer aux autres comment réussir un exercice»,* raconte-t-il. Damien Coirier, le préfet, veille *«à leur motivation, leur progression et leur projet de vie».*

Ce cadre et cet accompagnement pédagogique ont bien sûr un prix: entre 5000 et 18.000 euros pour deux ans, selon les revenus des parents. Dans le cadre du programme «L'internat de la réussite», 60 places sont réservées aux jeunes issus de familles à faibles revenus vivant en banlieue, dans des zones rurales ou des petites villes de province.



## Sorbonne C1 Sujet No 12

### Ces salariés qui refusent des postes à responsabilité pour préserver leur qualité de vie

Par [Laetitia Lienhard](#)

Le Figaro, 23 novembre 2021

De plus en plus de salariés privilégient leur qualité de vie et leur équilibre entre leur vie personnelle et professionnelle.

Les raisons invoquées par les employés qui refusent des postes à responsabilité sont nombreuses. Un phénomène qui s'est accentué avec la crise du Covid-19.

*«J'aurais subi une plus grande pression et de gros horaires. Ça aurait été stimulant mais ça ne correspondait pas à ma projection de vie »,* raconte Louis, 28 ans, qui travaille dans un cabinet de conseil. Au lieu de continuer à monter les échelons au sein de son service, il a préféré être réaffecté au sein de la fondation de son cabinet. *« Même si mon salaire aurait explosé, je ne m'imaginais pas avec un tel rythme de vie »,* explique-t-il. Le cas de Louis n'est isolé. De plus en plus de salariés privilégient leur qualité de vie et leur équilibre entre leur vie personnelle et professionnelle par rapport à des opportunités professionnelles qui leur sont proposées.

Ce phénomène a été largement accéléré par la crise du Covid-19 et les différents confinements. *« Ce n'est pas nouveau mais les confinements et le recours massif au télétravail l'a amplifié,* explique Isabelle Varga, consultante en gestion de carrière. *De nombreux salariés se sont aperçus qu'ils trouvaient satisfaisant d'avoir plus de temps pour leur vie privée. Or, de nouvelles opportunités professionnelles qui entraîneraient une charge de travail supplémentaire représentent un sacrifice pour leur vie personnelle qu'ils ne sont plus prêts à faire »,*

Jeanne, salariée dans une institution publique financière, a de son côté refusé de nombreuses sollicitations de la part de banques étrangères pour des postes à responsabilités et mieux payés, qu'elle a préféré décliner. *« Mon métier n'est pas une vocation. Je préfère rester là où je suis, même si je suis moins bien payée, pour avoir du temps pour faire des activités qui me plaisent : lecture, voyages ou encore aller à des expositions sur ma pause déjeuner. J'ai déjà pu poser un mois de congé pour aller dans un pays pour y apprendre la langue »,* se réjouit-elle. Cette jeune trentenaire réfléchit même à passer à temps partiel

pour pouvoir développer une activité en parallèle, même si elle est peu rémunératrice. *« L'objectif est d'être épanouie même si le salaire ne suit pas. »*

### **«Je ressentais une fatigue importante»**

Un avis partagé par Laura, la petite quarantaine, qui a refusé une promotion au sein de son agence de communication à Singapour pour ne pas subir une charge de travail trop importante. *« Depuis le début de ma carrière, j'avais eu des postes très prenants en termes d'horaires. Je n'avais pas envie que ça continue, je ressentais une fatigue importante, une lassitude. Je souhaitais aussi fonder une famille »,* explique-t-elle. Cette communicante a alors préféré changer d'agence et en intégrer une nouvelle où les horaires et la pression étaient moins forts. *« Je voulais avoir plus de temps pour moi, rentrer plus tôt, avoir le plaisir d'ouvrir un livre sans être épuisée le soir. Les missions étaient moins intéressantes mais c'était compensé par cette nouvelle qualité de vie ».*

## Sorbonne C1 Sujet No 13

### Violences en Ligue 1: peut-on bannir à vie des stades un supporter?

Par [Gilles Festor](#)

Le Figaro, 23 novembre 2021

Les dirigeants lensois ont prononcé des dizaines d'interdictions de stade à la suite des incidents provoqués par leurs supporters lors de la réception de Lille, le 18 septembre.

L'Olympique Lyonnais souhaite radier l'individu qui a jeté une bouteille sur le Marseillais Dimitri Payet.

Dans un communiqué publié lundi après-midi, l'OL a annoncé qu'il souhaitait «des sanctions pénales et administratives exemplaires» contre l'auteur du jet de bouteille en direction de Dimitri Payet en précisant qu'il comptait «radier à vie l'individu si la Ligue et la justice donnent les moyens de le faire». Le club rhodanien peut passer à l'acte sans passer par les tribunaux ou la Ligue de football professionnel en décidant une interdiction commerciale, à vie, s'il le souhaite, contre l'auteur des troubles. «À partir du moment où vous êtes dans une enceinte privée, vous avez la capacité de dire qui entre et qui n'y entre pas. Lyon étant propriétaire de son stade, il peut décider d'interdire la vente de billet à cet individu», pose Thierry Granturco, avocat qui intervient régulièrement dans le cadre de dossiers de droit du sport.

Mais ce levier n'est activable que lorsque le club est propriétaire de son enceinte, ce qui est rare en France. De plus, la personne sanctionnée aura tout le loisir d'aller semer le désordre partout ailleurs qu'au Groupama Stadium, où l'interdiction ne s'applique pas. Pour qu'il y ait une interdiction administrative totale des stades en France, une décision de justice est donc indispensable. «Considéré comme une menace à l'ordre public, un supporter condamné aura l'interdiction de se rendre au stade avec l'obligation pour lui de se pointer au commissariat les jours de match», ajoute l'avocat aux barreaux de Paris et de Bruxelles. Le club peut alors lancer cette interdiction mais pas la décider, car elle relève du pouvoir public et judiciaire, comme ce fut le cas avec certains ultras du Paris SG ces dernières années.

On peut s'interroger sur la véritable volonté d'intervenir de manière dissuasive sur les supporters parce que ce type d'interdiction dépasse rarement cinq ans, elle est même souvent de six mois

*Thierry Granturco, avocat qui intervient régulièrement dans le cadre de dossiers de droit du sport.*

Attaquable devant les tribunaux, cette interdiction administrative présente un inconvénient: sa limitation dans le temps. L'impossibilité de prononcer une suspension à vie est en effet inscrite dans la Constitution. «*On peut s'interroger alors sur la véritable volonté d'intervenir de manière dissuasive sur les supporters parce que ce type d'interdiction dépasse rarement cinq ans, elle est même souvent de six mois, éclaire Thierry Granturco. Dans l'état du droit positif, une radiation à vie n'est donc pas possible, il faudrait le changer et rien n'empêche le législateur de le faire.*»

En Angleterre, les clubs de Premier League sont parvenus à éradiquer de leurs enceintes les hooligans (qui ont pu trouver refuge dans les clubs de divisions inférieures) en augmentant le prix des places notamment, mais aussi en prononçant des interdictions à vie de stades, qu'elles soient commerciales ou administratives. «*Là-bas, le débat s'articule plutôt autour du contrôle de l'effectivité de la sanction*», précise l'avocat, qui croit davantage, en France, à la force dissuasive de la sanction financière. Une solution étrangement délaissée par les clubs de football, qui en ont pourtant la possibilité.

## Sorbonne C1 Sujet No 14

### Le grand oral du bac suscite l'intérêt des parents

Par [Caroline Beyer](#)

Le Figaro, 24 novembre 2021

Introduite pour la session 2021, cette nouvelle épreuve rencontre l'adhésion des familles, qui veulent plus d'oralité dès l'école primaire.

«Bébé» du ministre Blanquer, décrié par les syndicats d'enseignants, organisé en juillet pour la première fois dans un contexte sanitaire difficile, le grand oral du bac est plébiscité par les parents d'élèves. Car ils estiment que la maîtrise de l'oralité est un atout dans la vie professionnelle et au-delà. Mais l'examen, tel qu'il a été imaginé en France, pays où domine largement la culture de l'écrit, répond-il à ces aspirations?

Selon un sondage BVA pour l'Apel (1), l'association des parents de l'enseignement catholique, dévoilé ce mercredi, 89 % des parents considèrent que cette épreuve va permettre de sensibiliser les jeunes à la nécessité de maîtriser leur «savoir être» autant que leurs savoirs. À 92 %, ils y voient «un outil» qui doit permettre une meilleure prise en compte des compétences orales dans les évaluations.

L'oral favorise-t-il l'égalité des chances? Vaste débat et avis partagés. Le sociologue et «docimologue» (spécialiste de la notation) Pierre Merle estime que, sans préparation digne de ce nom, «les inégalités de compétences, notamment lexicale et syntaxique» vont «jouer à plein».

A contrario, Cyril Delhay, professeur d'art oratoire à Sciences Po et auteur du rapport «Faire du grand oral un levier d'égalité des chances», remis en 2019 au ministre de l'Éducation, pense que l'oral peut «transcender les codes sociaux» et fait le pari d'une «incitation collective» à faire bouger les lignes. Plus optimistes, les parents considèrent, à 64 %, que le grand oral va bénéficier à tous les élèves, plutôt qu'à ceux qui «ne sont pas bons à l'écrit» (19 %) ou ceux qui sont «déjà bons à l'écrit» (17 %). Au-delà, développer l'oralité est «une évidence» qui doit entrer plus tôt dans les apprentissages. Pour 68 % des parents, c'est dès l'école primaire qu'il faut développer ces compétences.

### De manière disparate

«Le grand oral ne doit pas se résumer aux classes de première et de terminale. Il a vocation à être préparé tout au long de la scolarité. Et sur ce point, il y a encore des progrès à faire», estime Gilles Demarquet, le président de l'Apel. À l'opposé des critiques formulées par le monde enseignant et ses syndicats,

cette nouvelle épreuve est loin d'être «un gadget» selon lui. «Si les élèves hésitent à lever le doigt en classe, c'est par peur du regard de leurs camarades, explique-t-il. Il faut travailler la posture, et au-delà du "lire, écrire, compter", le "parler".»

Dans les lycées, c'est de manière disparate que ce grand oral de vingt minutes, portant sur l'une des deux questions des matières de spécialités, a été préparé l'an dernier. À Challans (Vendée), au lycée Notre-Dame, l'arrivée de cette nouvelle épreuve s'est parfaitement intégrée à la vaste réflexion autour de l'oralité, mise en musique depuis deux ans et demi par le directeur adjoint, Olivier Denis, et la responsable des classes de première. En 2019, cet établissement catholique sous contrat, accueillant un public favorisé, a développé son concept de «maisons». Des espaces de débats, avec une estrade, par petits groupes, encadrés par un enseignant et un éducateur, à raison de deux heures par semaine.

(1) Réalisé en ligne du 19 au 26 octobre 2021 auprès de 602 parents d'élèves.

## Sorbonne C1 Sujet No 15

### **Au Canada, le nouveau discours du Trône de Justin Trudeau, lu pour la première fois par une autochtone**

L'Inuk Mary Simon, gouverneure générale du pays, a prononcé l'allocution de cette cérémonie très protocolaire, marquée par une volonté de réconciliation avec les peuples des Premières Nations.

Par Hélène Jouan (Montréal, correspondance)

Le Monde, 25 novembre 2021

Deux mois après avoir retrouvé son siège de premier ministre, de nouveau à la tête d'un gouvernement minoritaire après une victoire à l'arraché obtenue le 20 septembre à la suite des élections fédérales anticipées qu'il avait lui-même déclenchées, Justin Trudeau a donné le 23 novembre le coup d'envoi de la reprise des travaux parlementaires en présentant son nouveau discours du Trône.

L'occasion pour lui de réaffirmer que sa « *priorité absolue* » était d'en finir avec l'épidémie de Covid-19 notamment en élargissant la vaccination aux enfants de 5 à 11 ans. Le gouvernement fait de la sortie de la pandémie la clé de la relance économique, une reprise fragilisée au Canada par une préoccupante pénurie de main-d'œuvre mais aussi par une poussée inflationniste (+ 4,7 % en octobre par rapport à octobre 2020). Un coup porté aux familles des classes moyennes que le premier ministre s'engage à alléger, en multipliant les aides à la construction de nouveaux logements abordables et en généralisant à tout le pays, un système de garderies pour jeunes enfants à 10 dollars (8,90 euros) la journée.

Mais ce discours du Trône a surtout été marqué par la volonté réitérée de faire de la réconciliation avec les peuples des Premières Nations, une réalité. Le caractère le plus novateur de cette cérémonie très protocolaire, a d'ailleurs tenu à la « qualité » de l'oratrice de ce discours traditionnellement lu par le représentant de la reine d'Angleterre, chef d'Etat du Canada : pour la première fois de l'histoire du pays, c'est une autochtone, Mary Simon, une Inuk de Kuujuaq situé dans le nord-est du Québec, nommée gouverneure générale en le 6 juillet qui l'a prononcé. Les Canadiens français du Québec avaient vivement attaqué Mary Simon lors de sa nomination pour son unilinguisme anglophone : la gouverneure générale a lu le texte du premier ministre en alternant trois langues, l'anglais, le français (avec une prononciation encore très hésitante) et l'inuktitut.

#### **« Nous avançons sur la voie de la réconciliation »**

C'est dans sa langue maternelle, que Mary Simon a délivré un bref message personnel, avant la lecture du discours officiel de politique générale.

Soulignant d'entrée de jeu que cette cérémonie se tenait « *sur le lieu d'un territoire non cédé du peuple algonquin* », elle a souligné que la découverte en mai de 215 tombes d'enfants aux abords de l'ex-pensionnat pour autochtones de Kamloops (Colombie-Britannique) avait rappelé à chacun combien « *les actions passées des gouvernements et des institutions de jadis avaient été dévastatrices* » et continuaient d'engendrer des souffrances. Mais « *il y a de l'espoir* » a-t-elle poursuivi, « *l'engagement des non-autochtones à reconnaître cette souffrance montre que nous avançons sur la voie de la réconciliation* ».

« *Il faut transformer la culpabilité que nous portons en actions* », a affirmé à son tour Justin Trudeau dans son discours, promettant notamment d'accélérer l'accès à l'eau potable pour toutes les communautés, et d'assurer une indemnisation équitable à toutes les victimes du régime des pensionnats en nommant un expert national chargé de la question.



## Sorbonne C1 Sujet No 16

### **Discriminations à l'embauche : un phénomène qui reste « généralisé et persistant »**

Une étude publiée mercredi 24 novembre montre qu'à compétences égales, les candidats portant un prénom et un nom à consonance maghrébine ont beaucoup moins de chances d'être contactés par les recruteurs.

Par [Louise Couvelaire](#)

Le Monde, 25 novembre 2021

Malgré les initiatives privées et la mise en œuvre de politiques publiques, la discrimination à l'embauche à l'encontre des candidats d'origine maghrébine reste « généralisée et persistante ». C'est ce que confirme une étude publiée mercredi 24 novembre par l'Inter service migrants-Centre d'observation et de recherche sur l'urbain et ses mutations et l'Institut des politiques publiques.

En moyenne, à compétences égales, « les candidats dont l'identité suggère une origine maghrébine ont 31,5 % de chances de moins d'être contactés par les recruteurs que ceux portant un prénom et un nom d'origine française ». Pour recevoir le même nombre de réponses positives, une personne dont le prénom et le nom sont à consonance maghrébine doit envoyer en moyenne 1,5 fois plus de candidatures qu'une personne ayant le même profil mais dont le prénom et le nom sont à consonance française. « Les employeurs refusent 20,5 % plus fréquemment les candidatures dont l'identité est à consonance maghrébine que celles dont l'identité est à consonance française », note l'étude.

Intitulée « Discrimination à l'embauche des personnes d'origine supposée maghrébine : quels enseignements d'une grande étude par testing ? », cette enquête bat en brèche quelques idées préconçues. Elle montre ainsi que la discrimination est environ deux fois plus forte dans les métiers peu qualifiés par rapport aux métiers qualifiés (même si ces écarts restent élevés, quelles que soient les caractéristiques des métiers). Elle précise également que les femmes en pâtissent autant que les hommes, et ce, quelle que soit la situation familiale indiquée ou non sur la candidature.

### **2 400 offres d'emploi testées**

Au fil des ans, de nombreuses enquêtes documentent les difficultés auxquelles se heurtent les Français issus de l'immigration maghrébine sur le marché du travail, et ce, dès la première étape du recrutement. Afin de dresser un état des lieux de leur ampleur, cette nouvelle étude, menée entre décembre 2019 et avril 2021 (avec une interruption entre mars et juin 2020), s'est appuyée sur la création de candidatures fictives envoyées en réponse à des offres d'emploi réelles. Quatre candidatures (une féminine et une masculine pour chaque

origine supposée – française et maghrébine), soit 9 600 au total, ont été envoyées en réponse à 2 400 offres d'emploi, portant sur 11 catégories de métiers, couvrant l'ensemble du territoire métropolitain et incluant trois tranches d'âge.

Parmi les 2 400 offres d'emploi testées, 1 516 ont donné lieu à un traitement identique de la part des recruteurs : les quatre candidats n'ont reçu aucune réponse, ou les quatre ont suscité un intérêt. Le succès des candidatures a été mesuré à partir du taux de rappel, c'est-à-dire la proportion de candidatures pour lesquelles les employeurs manifestent un intérêt.

Les postes de commerciaux, de commis de cuisine et d'employés administratifs sont particulièrement affectés.

L'obligation faite aux entreprises de plus de 300 salariés par la loi égalité et citoyenneté du 27 janvier 2017 de former à recruter sans discriminer ne parvient pas à gommer les différences de traitement. Les écarts sont importants, mais la diversité des métiers choisis a permis de vérifier s'il existait une différence de traitement selon l'origine supposée en fonction des niveaux de qualification, du degré de féminisation ou des difficultés de recrutement.

## Sorbonne C1 Sujet No 17

### Les démissions d'enseignants augmentent et l'éducation nationale n'arrive pas à répondre à ce malaise

Des stagiaires qui renoncent, des professeurs qui partent...Rapportés au total de 800 000 enseignants, ces départs ne pèsent pas grand-chose. Mais d'année en année, ils se font de moins en moins rares.

Par [Mattea Battaglia](#)

Publié le 22 novembre 2021, Le Monde

Il aurait dû faire sa première rentrée des classes en tant que titulaire il y a un an. Mais Baptiste (il souhaite rester anonyme, comme les autres personnes citées par leurs prénoms), 25 ans, a choisi de « s'échapper » avant. Quatre mois à enseigner la musique comme professeur stagiaire dans un collège de Douai (Nord) lui ont suffi à prendre sa décision : en janvier 2020, il a posté sa lettre de démission.

*« Il n'y a pas eu d'événement déclencheur, rapporte-t-il, ça se passait bien avec mes élèves, et même très bien lors des inspections, mais je ne me sentais pas à l'aise... Le fonctionnement, la vie de l'établissement : tout cela me semblait très éloigné de ma passion pour la musique. »* Le jeune homme a « tenu l'année ». « Tu es fou : pourquoi faire ça après cinq ans d'études, un concours en poche [le Capes], et la sécurité de l'emploi ? », lui ont dit ses proches. Mais son choix était arrêté : en septembre, il n'a pas repris le chemin du collège, « sans temps perdu et sans regrets ». Il met désormais « toute son énergie » dans l'entreprise agricole familiale pour, espère-t-il, la « faire évoluer ».

### Ruptures de contrat

Rapportés au total de 800 000 enseignants, ces départs ne pèsent pas grand-chose. Mais d'année en année, ils se font de moins en moins rares : le service statistique ministériel en recensait environ 400 parmi les enseignants en poste en 2012-2013 ; ils ont plus que triplé pour atteindre 1 417 en 2018.

L'année 2020 – la première touchée par le Covid-19 – est aussi celle qui a vu le ministère de l'éducation introduire, à titre expérimental, des ruptures conventionnelles de contrat. Ainsi, 1 219 demandes lui ont été soumises en un an, 296 ont abouti pour des membres du personnel enseignant.

### Burn-out

Après avoir enseigné plus de vingt ans dans des lycées technologiques de la région francilienne, Nathalie Portois a obtenu, en 2020, sa rupture conventionnelle de contrat. Mais sans indemnités, tient-elle à préciser, « ce qui

*vaut démission* ». Avant cela, elle s'était sortie d'un burn-out, et formée au métier de sophrologue grâce à une mise en disponibilité de trois ans.

Arriver au bout de la procédure, Maxime, professeur de maternelle en Gironde, en rêve. Le quadragénaire a multiplié les recours – jusqu'à solliciter l'Elysée – avec le soutien d'Aide aux profs, pour obtenir la rupture conventionnelle de contrat qui lui permettrait de se reconverter comme programmeur informatique.

### **Clivage générationnel**

Pourquoi partir ? Il y a dans les arguments avancés par ces enseignants un clivage générationnel assez net. Après quinze ou vingt ans de métier, la plupart invoquent l'alourdissement des tâches et l'épuisement professionnel qui en découle. Souvent, aussi, le manque de reconnaissance. Et la peur de devenir ce qu'ils ne veulent pas être : un enseignant « aigri », sourd aux besoins des élèves et mis en incapacité d'y répondre.

## Sorbonne C1 Sujet No 18

### L'Union européenne érige des barrières face à l'afflux de migrants

Par [Anne Rovin](#)

Le Figaro, 25 novembre 2021

Ils sont, pour certains, le symbole détestable d'une Europe devenue forteresse, une résurgence du mur de Berlin. Et, pour d'autres, la seule parade à une protection plus efficace des frontières extérieures de l'UE. Les murs de béton, les barbelés coupants et autres barrières métalliques ont, en tout cas, à nouveau le vent en poupe aux frontières extérieures de l'Union, alors que la Biélorussie a lancé une attaque, attirant à Minsk des milliers de migrants pour les pousser ensuite vers l'Europe.

La Pologne, qui a déjà déroulé d'impressionnants rouleaux de barbelés à la frontière biélorusse, débutera en décembre la construction d'un mur. Coût de l'opération: 345 millions d'euros pour le renforcement de 180 km de frontière. La Lituanie va investir 152 millions pour protéger 508 km. Il convient d'y ajouter 42 millions pour les systèmes de surveillance. En Lettonie, pays pour l'heure relativement épargné par le régime de Minsk, on prend les devants. Une clôture provisoire de 33 km est en cours de construction. À terme, 38 millions d'euros seront débloqués pour « sécuriser » 136 km avec une barrière permanente. Tous ces murs vont s'ajouter à ceux qui existent déjà aux frontières de Schengen, ceux autour des deux enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla au Maroc, entre la Grèce et la Turquie, à Calais, etc. L'ONG néerlandaise TNI dénombrerait autour de l'Europe 1000 km de « murs » - terrestres ou maritimes - fin 2018.

À chaque fois que ces barrières resurgissent, les tensions et les agacements reviennent. *«Je ne suis pas pour une Europe qui se hérisse de barbelés ou se couvre de murs»*, a déclaré le secrétaire d'État aux Affaires européennes, Clément Beaune. Les ONG y sont également hostiles. *«Piégées côté biélorusse, bloquées ou perdues côté polonais, les personnes ont fait des récits déchirants de leur marche à travers forêts, marais, marécages et rivières par des températures glaciales pendant des jours et même des semaines, sans nourriture ni eau»*, s'inquiète dans un rapport publié mercredi Human Rights Watch, en déplorant *«au moins 13 personnes mortes en raison de ces conditions inhumaines»*.

*Un bon connaisseur du budget européen*

Par la force des choses, ces installations semblent toutefois beaucoup moins taboues qu'il y a cinq ans. *«Personne ne l'interdit. À condition de rester dans les règles du droit, avec des points d'entrée pour les demandeurs d'asile»*, explique un haut diplomate. Non seulement les critiques contre les murs se font

rare, mais la Pologne, la Lituanie et la Lettonie réclament haut et fort le remboursement par l'UE de leurs installations, au moins d'une partie. *«Nous protégeons les frontières extérieures de l'Union européenne et de l'Otan»*, fait valoir le président lituanien, Gitanas Nausėda. Par principe, Bruxelles s'y refuse. *«Il y a une position commune de longue date de la Commission et du Parlement européen selon laquelle il n'y aura aucun financement de clôtures et de murs»*, avait déclaré fin octobre Ursula von der Leyen. Ce principe a encore été rappelé mardi par le Grec Margaritis Schinas, vice-président de l'institution. *«La Commission ne veut pas exposer le budget de l'Union à un facteur de division majeur au Parlement européen et dans les États membres»*, analyse un diplomate. Les griefs à l'encontre de la Pologne sur l'État de droit ne plaident guère dans ce sens non plus.

## Sorbonne C1 Sujet No 19

### La justice climatique est importante « pour certains »

Alors que la poussière retombe après la COP26, un enjeu apparaît : celui que représentent les iniquités entre États dans la lutte contre les changements climatiques.

[Caroline Brouillette](#)

19 novembre 2021

L'Actualité, Canada

*L'auteure est directrice des politiques nationales du Réseau action climat Canada.*

Il y a un passage dans la déclaration finale du pacte de Glasgow pour le climat qui résume bien ce qui s'est passé à la COP26 et, plus largement, l'état des négociations internationales sur le climat. On y lit : « Notant l'importance pour certains du concept de "justice climatique" en prenant action pour faire face aux changements climatiques ». *Pour certains...* seulement.

Il y a des choses que l'on sait en théorie, mais qui nous frappent tout de même lorsqu'elles se déploient concrètement sous nos yeux. À Glasgow, j'ai pris la pleine mesure du fait qu'aucun enjeu n'illustre davantage les iniquités entre pays que la crise climatique. S'il s'agissait d'un problème qu'on pouvait aborder par l'innovation technologique ou des mécanismes de marché, sa résolution serait beaucoup plus simple. Mais la crise est liée au développement intensif de quelques pays qui se sont enrichis grâce aux énergies fossiles, et en conséquence ont pollué l'atmosphère pour tout le monde.

Les COP étant le seul forum où tous les États disposent d'une voix égale, c'est sur ces questions d'équité qu'achoppent les négociations, même si les pays riches tentent de contourner ces sujets. Les États-Unis et les pays de l'Union européenne proclament en plénière leurs bonnes intentions, mais bloquent les progrès sur des enjeux clés dans les salles de négociation aux portes fermées. Les pays du Sud ont peu d'options et s'inclinent, un peu de progrès étant mieux pour eux que rien du tout. Les peuples autochtones, pour leur part, ne sont pas invités à la table, même si les décisions prises ont une incidence sur leurs territoires.

Cela a été évident à Glasgow en ce qui concerne deux enjeux : celui des énergies fossiles et celui des pertes et préjudices.

[Le « mot en f »](#)

En 26 ans, c'est la première fois que le « mot en f » — pour « fossiles » — fait son entrée dans la déclaration finale d'une COP. C'est important, mais insuffisant.

Ce point de la déclaration a été édulcoré maintes fois. La proposition est passée d'un appel aux parties à « accélérer l'élimination du charbon et des subventions aux énergies fossiles » à « accélérer les efforts pour l'élimination du charbon sans captation et des subventions inefficaces aux énergies fossiles », une suggestion verbale de l'Inde lors de la dernière plénière. Plusieurs ont été rapides à faire de l'Inde le bouc émissaire de cette dilution de l'ambition.

Or, blâmer l'Inde serait oublier un principe fondamental de l'Accord de Paris de 2015 : les responsabilités communes mais différenciées. L'Inde a proposé le 11 novembre que « toutes les énergies fossiles soient éliminées, particulièrement par les pays développés ». Les pays en développement, a-t-elle ajouté, doivent être « capables d'utiliser leur juste part du budget carbone mondial dans le contexte du développement durable et de la réduction de la pauvreté ».



## Sorbonne C1 Sujet No 20

### Participe passé : les profs veulent une réforme

L'idée de réformer et de simplifier la langue française avance. Cette fois, ce sont les professeurs québécois qui donnent l'exemple.

[Jean-Benoît Nadeau](#)

8 novembre 2021

L'Actualité, Canada

C'est officiel : le 29 octobre, l'Association québécoise des professeur.e.s de français (AQPF) s'est prononcée, en assemblée générale, pour la réforme du participe passé. Elle demande donc au ministère de l'Éducation de revoir les critères de correction.

Cette réforme, d'abord proposée par le Conseil international de la langue française en 2014 et appuyée par la Fédération internationale des professeurs de français en 2016, consiste à simplifier les règles d'accord. Fini le taponnage avec la notion de complément d'objet direct placé devant ou pas, suivi ou non d'un infinitif, les jours de pluie, les années paires. Selon les nouvelles règles, tous les participes passés avec « être » (forme pronominale ou non) pourront s'accorder avec le sujet. Et tous les participes passés avec « avoir » pourront rester invariables.

Dans un article précédent, j'avais cité une étude sur la fréquence d'emploi des règles du participe passé. Elle montrait que ces exceptions, qui ont marqué des générations de francophones, représentent moins de 8 % des cas de participes passés. En d'autres termes, 92 % des participes passés se conforment déjà de toute façon à la simplification proposée.

Ça, c'est à l'écrit. À l'oral, cette proportion est encore plus forte. Sur les 8 500 verbes du français, il y en a 8 000 du premier groupe (comme « aimer ») et 350 du deuxième groupe (comme « finir »). Ces deux groupes, qui rassemblent 98 % des verbes courants, se caractérisent par des accords de participes passés qui sont inaudibles. Quand vous dites « la pomme que j'ai mangée », faites-vous l'accord dans votre tête avant de parler ? Moi pas.

Mario Désilets, linguiste et chargé de cours à l'Université de Montréal, qui est un des plus ardents défenseurs de cette réforme, apporte toutefois une nuance. S'il est vrai que les 150 verbes du troisième groupe (comme « aller, boire, lire, mettre, prendre, venir ») représentent moins de 2 % des verbes du français courant, les 10 verbes les plus fréquents en français (« aller, prendre, mettre, être, avoir ») sont de ce groupe. Mais la nuance de cette nuance, c'est que la plupart ont des accords inaudibles (« allé, bu, lu, venu, été, eu »). Du nombre, une quarantaine ont un accord audible (par exemple, assis[e], découvert[e], dit[e]). Leur accord deviendra inaudible quand ils sont

conjugués avec « avoir » (« la lettre que j'ai écrit », « la robe que j'ai mis »), mais sera audible quand ils seront conjugués avec « être » (« elle s'est ouverte », « elle s'est assise »).

Bilan des courses : la simplification des règles d'accord du participe passé aurait encore moins d'incidence à l'oral qu'à l'écrit. L'étude statistique reste à faire, mais il serait étonnant qu'il en soit autrement.

### *Réflexion sur la matière*

Cette décision de l'Association québécoise des professeur.e.s de français fera date à plusieurs titres. L'AQPF est la seconde association nationale à statuer sur cette question – la première est l'Association belge des professeurs de français, avec le soutien du Conseil de la langue française et de la politique linguistique de la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'équivalent de l'Office québécois de la langue française (OQLF). « Il est important que les associations se prononcent », dit Karol-Anne T. Auger, présidente de la section Centre-du-Québec de l'AQPF et enseignante au collège Saint-Bernard, à Drummondville. « Regardez ce qui est arrivé aux rectifications orthographiques de 1990, qui ont été sorties d'un chapeau sans consulter personne. »

## Sorbonne C1 Sujet No 21

### Cours d'éducation à la citoyenneté : voici ce qu'il doit enseigner

Alors que la démocratie recule un peu partout dans le monde, un cours d'éducation à la citoyenneté est pertinent. À condition de porter sur ce qui entoure l'institution et la pratique de la citoyenneté, et non sur les sentiments subjectifs autour du nationalisme.

*L'Actualité, Canada*  
25 novembre 2021

*L'auteur est professeur de sociologie politique à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Ses recherches actuelles portent sur les nationalismes et le populisme au Canada, au Québec et en Allemagne.*

À un an des élections québécoises, les thèmes sur lesquels la Coalition Avenir Québec (CAQ) ira en campagne commencent à se dessiner. L'annonce récente d'un nouveau cours d'éducation à la citoyenneté s'inscrit sur cet horizon. Elle a activé en quelques jours une polarisation où les fantômes de la culpabilité et de la fierté ont ressurgi.

Pourquoi une telle méfiance envers ce cours ?

En partie parce que la CAQ a démontré par le passé que sur les enjeux identitaires, comme l'immigration, elle n'hésite pas à emprunter des éléments d'un répertoire national-populiste *light*.

Cela dit, bien que François Legault<sup>4</sup> ait déjà déclaré, en 2016, être à l'aise d'être comparé à Donald Trump, ce n'est pas dans la ligue des Trump, Viktor Orbán<sup>5</sup> ou Éric Zemmour<sup>6</sup> que joue le premier ministre du Québec. À bien des égards, son nationalisme économique s'inscrit dans une tradition qui a été pratiquée à gauche comme à droite par le passé. Ses appels à une plus grande décentralisation des pouvoirs ne sont pas particulièrement populistes, et il n'a généralement pas abordé la pandémie avec le même mépris de la science que les Trump ou Jair Bolsonaro<sup>7</sup>.

*Le nouveau « père » de la nation*

La CAQ inspire la méfiance à certains et emprunte au registre populiste dans les dossiers identitaires et dans sa façon de cadrer ses adversaires.

---

<sup>4</sup> Premier ministre du Québec

<sup>5</sup> Premier ministre de la Hongrie

<sup>6</sup> Candidat aux élections présidentielles en France en 2022

<sup>7</sup> Président du Brésil

Avec cette déclaration, le premier ministre s'est présenté non seulement comme l'interprète en chef des valeurs québécoises, mais aussi comme le juge de ce qui constitue ou non une critique légitime d'une politique publique ou mémorielle au nom du sentiment très subjectif qu'est la culpabilité.

Ce type de déclaration explique pourquoi certains attendent ce nouveau cours avec appréhension. Il ne justifie cependant pas les comparaisons dérisoires, qui ont circulé sur les réseaux sociaux, avec la Chine maoïste ou d'autres régimes totalitaires.

On peut très légitimement trouver que certaines critiques de l'ancien cours d'éthique et culture religieuse ont été montées en épingle, mais cela ne justifie pas un traitement tout aussi démagogique d'un cours dont on n'a pas encore vu le contenu. Rappelons qu'il y a déjà eu un cours d'histoire et éducation à la citoyenneté, que des savoirs existent en ce domaine et que nous n'avancions pas ici en terrain inconnu.

#### *L'importance de la citoyenneté comme lien social*

Dans un contexte où de nombreux observateurs constatent un recul de la démocratie un peu partout dans le monde, un cours d'éducation à la citoyenneté est une initiative qui doit être saluée.

La société québécoise, comme toute autre, est traversée par des enjeux complexes. Il ne manque pas de thèmes liés à la citoyenneté auxquels les jeunes pourront être amenés à réfléchir. S'ils peuvent le faire dans un cadre pédagogique approprié, il est difficile de trouver des raisons de s'y opposer.

## Sorbonne C1 Sujet No 22

### Six questions sur le naufrage de migrants dans la Manche, qui a fait au moins 27 morts

Par Le Figaro et AFP

25 novembre 2021

La mort de 27 migrants dans le naufrage de leur embarcation dans la Manche, une tragédie inédite sur cette voie migratoire, a provoqué une onde de choc à Londres et Paris.

#### Que s'est-il passé ?

Le drame s'est déroulé sur un «long boat», un bateau gonflable fragile au fond souple, dont l'utilisation par les passeurs s'est accrue depuis l'été. L'embarcation était partie de Dunkerque, selon une source proche du dossier et a vraisemblablement été percutée par un cargo, selon *La Voix du Nord* et *La Dépêche*. «Vers 14 heures, un pêcheur a signalé la découverte d'une quinzaine de corps flottant au large de Calais. Un bâtiment de la Marine nationale a repêché plusieurs corps, dont cinq personnes décédées et cinq inconscientes, selon un bilan provisoire», a indiqué le ministère de l'Intérieur. Deux hélicoptères et trois bateaux ont notamment été dépêchés lors du sauvetage.

«Nous avons récupéré six corps à la dérive», dans une eau à 17°C, a de son côté raconté Charles Devos, le patron de la vedette Notre-Dame du Risban, de la SNSM de Calais, décrivant «une embarcation pneumatique carrément dégonflée». «Ils ont des embarcations de fortune du genre zodiac pneumatique, qui font à peu près 10 mètres de long, mais où malheureusement, ils sont cinquante à bord», a-t-il également déploré auprès de l'AFP. Une source proche du dossier a en effet indiqué qu'une cinquantaine de personnes étaient présentes à bord de l'embarcation.

«C'est du véritable assassinat en groupe»: ces bénévoles de la SNSM témoignent après la mort de 27 migrants dans la Manche

- **Qui sont les victimes ?**

Le président français Emmanuel Macron avait dans un premier temps annoncé un bilan de 31 morts, mais celui-ci a été abaissé à 27 par le ministère de l'Intérieur. Parmi les victimes figurent 17 hommes, dont deux décédés à l'hôpital, sept femmes et «trois jeunes», dont on ignore encore l'âge exact, a précisé à l'AFP la procureur de Lille, Carole Étienne. Deux rescapés, «apparemment somalien et irakien», étaient également hospitalisés et devraient pouvoir être entendus sous peu, a-t-elle indiqué. Ils étaient en «grave hypothermie hien» mais

vont *«un peu mieux aujourd'hui»*, a indiqué sur RTL Gérard Darmanin. Selon le parquet, leur pronostic vital n'est *«a priori pas engagé»*.

- **Où en est l'enquête ?**

La Juridiction interrégionale spécialisée (JIRS) de Lille a été saisie de l'enquête, ouverte pour *«aide à l'entrée et au séjour irréguliers en bande organisée»*, *«homicide et blessures involontaires»* et *«association de malfaiteurs»*. La police aux frontières, la gendarmerie maritime et l'Office central pour la répression de l'immigration irrégulière et l'emploi des étrangers sans titre (Ocriest) sont saisis, selon une source policière. L'épave a été saisie et sera examinée pour éclaircir les causes du naufrage, a indiqué la procureur.

Quatre passeurs présumés ont été arrêtés mercredi en fin d'après-midi, suspectés d'avoir un lien avec la tragédie. Une cinquième personne a également été arrêtée dans la nuit de mercredi à jeudi, a indiqué le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin sur RTL. Cette personne avait *«une plaque d'immatriculation allemande»* et avait *«acheté des zodiacs en Allemagne»*, a révélé le ministre. Ces interpellations *«n'ont pas de lien objectivé avec la procédure dont la Jirs de Lille a été saisie»*, a toutefois précisé le parquet de Lille.

## Sorbonne C1 Sujet No 23

### Sciences Po Paris à l'heure de l'hypersélection

La suppression du concours d'entrée et l'intégration à la procédure Parcoursup ont fait exploser le nombre de candidats en 2021. Et évoluer le profil des admis, venant d'horizons plus divers qu'auparavant.

Par Jessica Gourdon

Le Monde, 25 novembre 2021

C'est un raz de marée auquel Sciences Po ne s'attendait pas. Au printemps 2021, 12 000 lycéens de terminale se sont portés candidats pour intégrer l'institut d'études politiques (IEP) parisien. En un an, le chiffre a tout simplement doublé, pour un nombre de places (793) stable. Le taux de sélection a mécaniquement plongé : seuls 6,6 % des postulants ont été admis. L'entonnoir s'est drastiquement rétréci, et a fait entrer l'école dans l'ère de l'hypersélection.

Cette hausse soudaine du nombre des candidatures n'a rien d'un hasard : depuis cette année, l'établissement n'organise plus de concours. Pour les lycéens, plus besoin de se rendre, au mois de février, dans un centre d'examens pour plancher sur de lourdes épreuves écrites d'histoire, de sciences sociales ou d'anglais : désormais, l'IEP sélectionne ses futurs étudiants sur Parcoursup, sur la base des notes obtenues au lycée et d'un dossier à remplir, puis par un oral (organisé en distanciel). De quoi lever des barrières et inciter davantage de jeunes à tenter leur chance. *« C'est avant tout la présence de Sciences Po sur Parcoursup qui a contribué à la très forte hausse du nombre de candidats. Cela a facilité une candidature qui nécessitait auparavant une démarche spécifique qui décourageait les lycéens les moins "légitimes" »,* observe le sociologue Marco Oberti, professeur à Sciences Po, spécialiste de la procédure d'admission.

Les très bons bulletins ne suffisent plus. L'enjeu est désormais de « sortir du lot ».

Qui sont les 6,6 % d'élus à avoir été reçus en 2021, au terme de cette sélection inédite ? D'abord d'excellents élèves. Les admis que nous avons interrogés tournaient tous à 17 de moyenne ou plus. Cette année, Sciences Po affirme que 97 % des admis ont eu, au bac, une mention très bien, et 50 % ont même décroché les félicitations du jury (18 ou plus). Mais à l'heure de l'hypercompétition, les très bons bulletins ne suffisent plus à départager les candidats. L'enjeu est désormais de se distinguer, à une époque où les notes sont plus généreuses que jadis et où 13 % des bacheliers généraux décrochent une mention très bien (ils étaient 1,3 % en 2001).

### **Système à l'anglo-saxonne**

Pour cela, Sciences Po a mis en place un système à l'anglo-saxonne, loin des épreuves de concours pouvant conduire, selon la critique habituelle, à recruter des « clones » surentraînés. Une position singulière dans le monde des grandes écoles. Un talent à raconter une histoire, un point de vue sur le monde, une passion dont on sait tirer parti, des responsabilités ou des engagements, des performances artistiques ou sportives, un sens de l'intérêt général : voilà ce que recherche désormais Sciences Po, indiquent ses responsables. Qui tentent de mesurer ces capacités au travers de l'entretien oral et de plusieurs travaux écrits, à adjoindre au dossier Parcoursup. Par exemple, en 2022, les candidats devront expliquer quelle statue ils souhaiteraient voir ériger dans l'espace public, ou dire à quels événements du XX<sup>e</sup> siècle ils auraient souhaité participer.

Camille Saignavongs, étudiante en première année, avait évoqué dans sa présentation écrite sa place en tant que femme d'origine asiatique en France, l'image de ses homologues dans la société, le racisme qu'elle subissait.



## **Sorbonne C1 Sujet No 24**

### **Les femmes étrusques, «matrones émancipées» de l'Italie antique**

Par Simon Cherner

Publié le 14/11/2021 Le Figaro

Portrait de Vélia Spurinna : Originnaire d'une prestigieuse lignée étrusque, cette femme du IV<sup>e</sup> siècle av. J.-C. a été immortalisée en costume d'apparat sur une fresque de la Tomba dell'Orco, à Tarquinia, dans le Latium (Italie).

Les Grecs les voyaient comme des ivrognes impudiques, tandis que les Romains ont gardé le souvenir de luxurieuses mollassonnes. Mais derrière ces railleries, l'élite féminine de l'Étrurie a connu quelques libertés exceptionnelles pour son époque comme le montre l'historienne Marie-Laurence Haack dans son nouvel ouvrage.

À qui parlent encore les Étrusques ? Loin de la péninsule méditerranéenne où se trouvait le nombril de cette civilisation italique, le nom de ceux qui peuplèrent autrefois le Latium, la Toscane et la Campanie résonne en d'exotiques échos. Pour beaucoup, l'Étrurie évoque, comme l'Assyrie ou comme Byzance, des images étrangères et, peut-être aussi, le lointain souvenir de nécropoles peintes et des derniers rois de Rome. Sous le vernis des âges, et malgré les récits acerbes de leurs contemporains et de leurs successeurs, les Étrusques n'étaient pourtant pas les moins modernes des Anciens. Les femmes, en particulier, purent longtemps jouir d'une latitude inégalée dans l'Italie romaine.

#### **La lettre d'info Culture et LoisirsNewsletter**

Banqueter bras dessus, bras dessous avec son époux, ou se rendre aux spectacles de la cité et assister, sous une ombrelle, tantôt à une course de char, tantôt au pugilat de vigoureux athlètes ; ces activités assez banales pour notre époque étaient déjà répandues il y a près de 2500 ans, au centre de l'Italie, comme l'atteste le décor des tombes étrusques de Tarquinia ou de Chiusi.

#### **Réputation sulfureuse**

Des débauchées à la vie dissolue pour les uns, des ivrognesses dépravées et exhibitionnistes pour les autres ; les femmes Étrusques portent une réputation pour le moins sulfureuse parmi les auteurs anciens. Au IV<sup>e</sup> siècle av. J.-C., l'historien grec Théopompe évoque ainsi en termes crus la licence des banquets étrusques, où les femmes, «grandes buveuses», venaient partager l'ivresse des hommes. Avant de se glisser, nues, sous le manteau de leur mari,

précise même Aristote. Des scènes scandaleuses pour la Grèce antique patriarcale, où seules des courtisanes étrangères au foyer pouvaient être présentes à ces moments de sociabilités citoyennes, donc masculines. *«Les Grecs ont une conception très particulière de la famille, dans laquelle les femmes doivent rester à leur place, c'est-à-dire plutôt chez elles, dans leur maison, explique l'historienne Marie-Laurence Haack, étruscologue à l'université Jules Verne de Picardie. C'est une manière de tenir un ordre moral et de dire aux Grecs : "tenez vos femmes et ne faites pas comme les Étrusques". Et aussi de marquer leur différence avec des voisins de langue barbare».*

Ce double discours visant à discréditer le voisin, à l'extérieur, tout en maintenant l'ordre à l'intérieur, dans les foyers, se perpétue dans le monde romain, entre moqueries grivoises et graves mises en garde. À la fin du III<sup>e</sup> siècle av. J.-C., Plaute tourne ainsi en dérision le commerce du corps féminin pratiqué en Toscane, dans un passage de *La Cassette*, alors que le sénateur Caton l'Ancien s'insurge, en 195 avant notre ère, contre une possible organisation politique des femmes, à une époque où l'Italie entière, dont les cités étrusques, commence à passer sous le pouvoir de l'administration romaine.